Poste vacant : Chef, Division Entrepreneuriat et investissement

Date: 14 juil. 2021

Lieu: Addis Ababa, Ethiopia

Organisation: African Union Commission - AUC

Valeurs de l'UA

- Respect de la diversité et du travail d'équipe
- · Transparence et responsabilité
- Efficacité et professionnalisme connaissances

- L'Afrique en premier
- · Intégrité et impartialité
- Information et partage des

Informations sur l'organisation

Rend compte à: Directeur, Industrie, exploitation minière et entrepreneuriat Direction/Département: Industrie, exploitation minière et entrepreneuriat

Division: Entrepreneuriat et investissement

Nombre de rapports directs: 1 Nombre de rapports indirects: 2

Grade du poste: P5

Type de contract: Permanent Lieu: Addis-Abeba (Éthiopie)

Objectif du poste

Diriger et gérer les activités quotidiennes de la Division Entrepreneuriat et investissement afin d'atteindre les objectifs stratégiques de la Direction et les objectifs généraux de l'UA.

Principales fonctions

- Élaborer et mettre en œuvre des politiques, des programmes et des projets pour atteindre les objectifs stratégiques de la Direction ;
- Gérer et superviser les employés de la Division ; assurer la réalisation en temps voulu des objectifs de la Direction et l'évaluation efficace de la performance du personnel ;
- Élaborer des politiques, des stratégies et des programmes afin de contribuer à la mise en œuvre effective des décisions pertinentes des organes délibérants de l'UA;
- Assurer la réalisation des objectifs annuels de la Division en conformité avec les objectifs généraux de l'organisation et assurer un suivi et une évaluation solides en temps utile ;
- Assurer la direction technique et le fonctionnement efficace de toutes les Unités au sein de la Division ;
- Gérer le travail de la Division et superviser les subalternes directs afin d'assurer une performance efficace conformément à la politique et au système de gestion de la performance

de l'organisation;

- Impliquer les parties prenantes au sein des États membres, des Communautés économiques régionales (CER), des Mécanismes régionaux (MR) et des organisations internationales concernées dans la définition et la mise en œuvre des stratégies ;
- · Entretenir des partenariats thématiques en appui au mandat de la Division ;
- Entretenir des relations de travail régulières avec les hauts représentants des États membres et des institutions partenaires dans l'exécution du mandat de la Division ;
- Représenter l'organisation et faire valoir sa position lors des conférences;
- Contribuer à la préparation de rapports périodiques d'exécution financière et budgétaire et assurer le suivi de l'exécution budgétaire de la Division ;
- Assurer la gestion efficace des fonds versés à l'organisation;
- Gérer les risques au sein des Divisions et recommander des stratégies d'atténuation;
- Contribuer au développement du plan de continuité des activités et du Département et assurer la mise en œuvre au niveau de la Division;
- Maintenir un environnement de travail positif qui facilite la collaboration et le partage de l'information et favorise un climat qui contribue à attirer, à retenir et à motiver divers talents .

Responsabilités spécifiques

- Établir et entretenir des relations solides avec la diaspora et les investisseurs privés, les entreprises et les institutions mondiales, les partenaires multilatéraux et les agences gouvernementales pour soutenir le développement du secteur privé;
- Coordonner l'élaboration de programmes complets visant à renforcer le développement du secteur privé ;
- Promouvoir des politiques adaptées pour attirer les investissements directs africains, de la diaspora et des pays étrangers qui contribuent à la création d'emplois décents et à forte valeur ajoutée ; renforcer le socle de compétences des économies africaines ; faciliter le transfert de technologies, de connaissances et de savoir-faire ; renforcer la compétitivité des entreprises locales et leur permettre d'accéder aux marchés ; et fonctionner de manière responsable sur le plan social et environnemental ;
- Faciliter la conception et la mise en œuvre de programmes spécifiques visant à renforcer la gouvernance d'entreprise, les capacités institutionnelles et managériales et permettant de fournir une assistance technique aux MPME et aux associations professionnelles en vue d'améliorer leur efficacité et leur compétitivité;
- Encourager les initiatives visant à soutenir les efforts des Communautés économiques régionales et des États membres dans le développement des infrastructures par le biais de partenariats public-privé en contribuant à l'élaboration d'un cadre juridique et réglementaire pour le fonctionnement et le financement des partenariats public-privé sur le continent ;
- Élaborer des programmes visant à recueillir des données sur le secteur privé informel et à l'organiser dans le cadre de la stratégie globale de développement du secteur privé organisé à l'échelle du continent ;
- Établir des partenariats gagnant-gagnant et des relations de confiance avec les principaux partenaires et les parties prenantes externes et servir de référence pour les parties prenantes externes importantes ;
- Engager le dialogue avec les principales parties prenantes, selon les besoins, afin de renforcer l'investissement et l'esprit d'entreprise sur le continent ;
- S'acquitter de tout autre tâche pertinente qui pourrait lui être confiée par son superviseur.

Formations universitaires et expériences requises

- Le candidat doit être titulaire d'un Master en économie, investissement, PME, affaires, finances, commerce international, ingénierie du développement du secteur privé ou dans un domaine connexe, avec une expérience professionnelle pertinente de douze (12) ans, dont sept (7) ans à des postes de direction et cinq (5) ans à des postes de supervision.
- Une expérience dans la formulation de politiques serait un atout.

Compétences requises

- Compétences et aptitudes en leadership;
- Aptitudes en communication, rédaction et présentation de rapports;
- Compétences en matière de recherche et d'analyse;
- Compétences en matière de relations interpersonnelles et de négociation;
- Excellentes aptitudes à travailler en équipe et dans un environnement multiculturel ;
- Connaissance des politiques et stratégies internationales;
- · Connaissance de la gestion du changement et de l'ingénierie opérationnelle ;
- Connaissance et compréhension pratique des politiques, systèmes et normes de l'UA;
- · Aptitudes en planification et organisation ;
- Maîtrise d'une des langues de travail officielles de l'Union africaine (anglais, arabe, français, portugais). La connaissance d'une autre langue de l'UA serait un atout supplémentaire.

Compétences en leadership

Vision stratégique:

Valorisation des autres :

Gestion du changement :

Gestion des risques :

Compétences de base

Établissement de relations :

Promotion de la culture de la responsabilité :

Perception de l'apprentissage:

Utilisation d'une communication à impact :

Compétences fonctionnelles

Réflexion conceptuelle :

Connaissances du métier et partage de l'information :

Recherche de résultats :

Promotion de l'innovation:

ÉGALITÉ DE CHANCES :

La Commission de l'Union africaine est un employeur qui donne l'égalité de chances aux hommes et aux femmes, et les femmes qualifiées sont vivement encouragées à soumettre leurs candidatures.

DURÉE DU CONTRAT ET PRISE DE FONCTION :

L'engagement à ce poste se fait sur la base d'un contrat régulier pour une période de 3 ans, dont les 12 premiers mois seront considérés comme une période probatoire. Par la suite, le contrat

est renouvelable pour une période de deux ans, sous réserve de résultats et de réalisations satisfaisants.

RÉMUNÉRATION:

À titre indicatif, le salaire de base pour ce poste est de 50,746.00 \$ EU (P5 Échelon 1) par an. À ce salaire s'ajoutent d'autres émoluments, tels que l'indemnité de poste (46 % du salaire de base), l'indemnité de logement (26,208.00 \$ EU par an), l'indemnité pour frais d'études (100 % des frais de scolarité et d'autres frais connexes jusqu'à un maximum de 10 000 \$ EU par enfant et par an), pour les fonctionnaires internationaux et de 3 330 \$ EU par enfant et par an, pour les fonctionnaires locaux.

Les candidatures doivent être déposées au plus tard le 16 août 2021.

Requisition ID: 706